

## **Les ingénieurs sensibilisés à la surfacturation**

La Presse Canadienne

*L'Association des ingénieurs-conseils du Québec (AICQ) encouragera ses membres à dénoncer tout système qui aurait pour objectif de gonfler la facture des projets d'infrastructures publiques.*

*Tout en demeurant sceptique quant à l'existence de ce genre de malversation, la présidente-directrice générale du regroupement, Johanne Desrochers, a néanmoins affirmé hier que des discussions seront organisées, afin d'assurer que ses membres soient "dignes de la confiance de leurs clients".*

*Lors d'une entrevue à La Presse Canadienne qu'elle a sollicitée pour réagir à la diffusion d'un reportage de Radio-Canada sur les activités des firmes de génie-conseil, Mme Desrochers a affirmé que le rôle de l'AICQ est de faire la promotion des meilleures pratiques et de protéger la réputation des entreprises qu'elle représente.*

### **Inciter à dénoncer**

*"On va sensibiliser les membres, a-t-elle dit. Si jamais ils sont témoins de ce type de comportement qui existerait, il y a des endroits où les dénoncer."*

*Mme Desrochers a défendu l'intégrité des entreprises représentées par l'AICQ à la suite de la diffusion du reportage, jeudi, rapportant que certains ingénieurs sont de mèche avec des entrepreneurs pour saler la facture de projets d'envergure.*

*La ministre des Transports, Julie Boulet, a récemment annoncé que Québec avait amorcé une opération de collecte de données afin de déterminer si les infrastructures routières coûtent plus cher au Québec qu'ailleurs au pays.*

*Des données préliminaires indiquent que les prix pratiqués ici sont équivalents à ceux du Nouveau-Brunswick, mais Mme Boulet attend encore les résultats de l'analyse comparative de données provenant de l'Ontario.*

*Mme Desrochers a indiqué qu'avant jeudi, elle n'avait jamais entendu parler de manoeuvres, de la part d'ingénieurs, pour alourdir la note des projets d'infrastructures publiques. "J'ai été très surprise, et c'est pour ça que je demeure très sceptique, a-t-elle dit. Mais c'est un sujet dont on va certainement se préoccuper."*

*Jusqu'ici, l'AICQ s'est montrée satisfaite des initiatives du gouvernement, qui a mis une escouade policière sur pied et déposé plusieurs projets de loi pour resserrer les règles d'octroi des contrats publics, en réponse aux allégations de malversations dans le secteur de la construction, qui se sont multipliées ces derniers mois.*

### **Éviter l'enquête publique**

*Contrairement à l'Ordre des ingénieurs, qui réclame une commission d'enquête publique, Mme Desrochers s'est montrée peu empressée d'opter pour une telle mesure.*

*"On pense qu'il faut éviter de ternir la réputation de personnes, d'entreprises qui n'auraient rien à se reprocher, a-t-elle dit. Mais le tort est fait quand on va dans cette voie-là. C'est une décision qu'on laisse au gouvernement."*

*Le porte-parole péquiste en matière de sécurité publique, Bertrand Saint-Arnaud, a déclaré que ces cas présumés de surfacturations, qui s'ajoutent aux allégations de collusion d'entrepreneurs pour fixer les prix, contribuent certainement à hausser le coût des infrastructures au Québec.*

*M. Saint-Arnaud a répété que pour le Parti québécois, seule une commission d'enquête publique sur le milieu de la construction permettra de faire la lumière sur ce type d'allégations.*